

# **PARTIE IV**

## **SALAIRES CONVENTIONNELS**

*Avenants classés du plus récent au plus ancien*

**ANNEE 2024**

**AVENANT N°42**

**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, au 1<sup>er</sup> avril 2024**

**PREAMBULE**

Suite à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et à l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2024, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels ainsi que sur l'ouverture des échanges concernant le sujet des facteurs de risques professionnels.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 42 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

### I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> avril 2024

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 4,498 euros et la Partie Fixe à 1 022,114 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

#### OUVRIERS – EMPLOYES

		Coefficient	Salaires minima mensuels (151,67 h/m)
<b>NIVEAU I</b>	1er échelon	170	1 786 ,77
	2ème échelon	185	1 854,24
<b>NIVEAU II</b>	1er échelon	200	1 921,71
	2ème échelon	210	1 966,69
	3ème échelon	225	2 034,16
<b>NIVEAU III</b>	1er échelon	260	2 191,59
	2ème échelon	280	2 281,55

#### TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE

		Coefficient	Salaires minima mensuels (151,67 h/m)
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	2 191,59
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 281,55
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 956,25
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 630,95
<b>NIVEAU V</b>		760	4 440,59

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	35 475
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	43 571,40
<b>NIVEAU V</b>		760	53 287,08
<b>NIVEAU VI</b>		1120	72 718,49
<b>NIVEAU VII</b>		1470	91 610,09

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2024, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 79,76 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 145,11 €

Cette dernière valeur sera majorée de 19,32 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2024, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 10,10 €
- Panier de nuit : 7,30 €

**III Montant des indemnités allouées aux mandataires syndicaux**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2024, les indemnités de remboursement de frais d'hébergement et de repas des mandataires syndicaux visées à l'article 2.5-4°, sont fixées comme suit :

- Lorsque la réunion paritaire est précédée, la veille, d'une réunion préparatoire syndicale : 160,00 €
  
- Lorsqu'elle n'est pas précédée, la veille, d'une réunion préparatoire : 32,00 €

#### **IV. DEPOT ET PUBLICITE**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 8 février 2024**

**SIGNATAIRES : MAIAGE, CGT, CGT-FO, CFDT, FAT-UNSA**

**EXTENSION : Arrêté du 15 avril 2024**

## ANNEE 2023

### **AVENANT N°41**

#### **REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, au 1<sup>er</sup> avril 2023**

##### **PREAMBULE**

Suite à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et à l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 41 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

## I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> avril 2023

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 4,338 euros et la Partie Fixe à 985,645 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

### OUVRIERS – EMPLOYES

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>	1er échelon	170	1 723,11
	2ème échelon	185	1 788,18
<b>NIVEAU II</b>	1er échelon	200	1 853,25
	2ème échelon	210	1 896,63
	3ème échelon	225	1 961,70
<b>NIVEAU III</b>	1er échelon	260	2 113,53
	2ème échelon	280	2 200,29

### TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	2 113,53
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 200,29
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 850,99
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 501,69
<b>NIVEAU V</b>		760	4 282,53

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	34 211,83
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	42 020,23
<b>NIVEAU V</b>		760	51 390,31
<b>NIVEAU VI</b>		1120	70 130,47
<b>NIVEAU VII</b>		1470	88 350,07

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2023, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 75,96 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 138,20 €

Cette dernière valeur sera majorée de 18,40 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2023, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 9,90 €
- Panier de nuit : 7,10 €

**III CLAUSE DE REVOYURE**

La situation actuelle est marquée par une très forte incertitude et instabilité, et ce même dans un horizon de relatif court terme.

En conséquence, les parties s'engagent à réexaminer la grille salariale de branche en cas de remontée durable et forte de l'inflation ayant un impact significatif sur le pouvoir d'achat.

#### **IV DEPOT ET PUBLICITE**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 1<sup>er</sup> février 2023**

**SIGNATAIRES : MAIAGE, CGT-FO, CFTD, FAT-UNSA**

**EXTENSION : Arrêté du 25 avril 2023**

**ANNEE 2022**

**AVENANT N°40  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
POUR 2022**

Suite à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et à l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> août 2022, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 40 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> septembre 2022**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 4,171 euros et la Partie Fixe à 947,736 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSEA convient de porter le salaire minimum du coefficient 170 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 678,95 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>	1er échelon	170	1 678,95
	2ème échelon	185	1 719,37
<b>NIVEAU II</b>	1er échelon	200	1 781,94
	2ème échelon	210	1 823,65
	3ème échelon	225	1 886,22
<b>NIVEAU III</b>	1er échelon	260	2 032,20
	2ème échelon	280	2 115,62

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	2 032,20
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 115,62
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 741,27
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 366,93
<b>NIVEAU V</b>		760	4 117,71

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	32 895,29
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	40 403,13
<b>NIVEAU V</b>		760	49 412,54
<b>NIVEAU VI</b>		1120	67 431,35
<b>NIVEAU VII</b>		1470	84 949,63

**II DEPOT ET PUBLICITE**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 30 août 2022**

**SIGNATAIRES : FNSA, CGT, CGT-FO, CFTD, UNSA**

**EXTENSION : Arrêté du 2 novembre 2022**

**ANNEE 2022**

**AVENANT N°37  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
POUR 2022**

Au terme des réunions de négociations, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte et de repas.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 37 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte et de repas, applicable à compter du 1er mars 2022, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> Mars 2022**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 4,089 euros et la Partie Fixe à 929,153 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSA convient de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 603,15 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 603,15
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 624,32
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 685,66
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 747,00
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 787,89
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 849,23
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 992,35
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 074,14

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 992,35
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 074,14
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 687,52
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 300,91
<b>NIVEAU VI</b>		760	4 036,97

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	32 250,29
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	39 610,91
<b>NIVEAU VI</b>		760	48 443,66
<b>NIVEAU VII</b>		1120	66 109,16
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	83 283,95

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

**II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) :

75,96 €

- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile  
(7 jours) : 138,20 €

Cette dernière valeur sera majorée de 18,40 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 9,50 €
- Panier de nuit : 6,80 €

### **III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 18 JANVIER 2022**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFDT, UNSA**  
**EXTENSION : Arrêté du 23 mai 2022**

**ANNEE 2021****RECOMMANDATION PATRONALE****RELATIVE A LA REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS,  
DES INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1er AVRIL 2021**

Après plusieurs réunions de négociations dans le cadre de la convention collective citée en référence et malgré la dernière proposition faite par la FNSA, il n'y a pas eu d'accord avec les organisations syndicales, ne permettant donc pas de signer un nouvel accord de salaires.

Pour autant, la FNSA a entériné le principe d'une recommandation patronale obligatoire pour l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention collective de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle.

C'est pourquoi, elle entend donner force obligatoire aux nouvelles grilles de salaires et aux nouveaux montants des indemnités d'astreinte et de repas ci-dessous, étant précisé qu'ils sont applicables à compter du 1er avril 2021.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2021**

La FNSA décide de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,970 euros et la Partie Fixe à 902,090 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSA convient de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 554,58 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 554,58
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 577,01
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 636,56
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 696,12
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 735,82
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 795,37
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 934,32
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 013,73

## **TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 934,32
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 013,73
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 609,25
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 204,77
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 919,39

## **CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	31 310,96
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	38 457,20
<b>NIVEAU VI</b>		760	47 032,68
<b>NIVEAU VII</b>		1120	64 183,65
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	80 858,21

## **II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

### **II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2021, les indemnités d'astreinte visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit:

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 69,05 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 125,64 €

Cette dernière valeur sera majorée de 16,73 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2021, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 9,30 €
- Panier de nuit : 6,70 €

### **III FORMALITES DECLARATIVES**

*La présente recommandation patronale fera l'objet d'une demande de dépôt auprès des services du Ministère du travail ainsi que du secrétariat du conseil des Prud'hommes de Paris.*

**SIGNATURE : le 17 mars 2021 par la FNSA**

**ANNEE 2020**

**AVENANT N°34  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
POUR 2020**

Au terme des réunions de négociations, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte, de repas et l'ouverture des négociations relatives aux classifications (article L2241-1 du code du travail).

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 34 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte et de repas, applicable à compter du 1er mars 2020, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> Mars 2020**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,950 euros et la Partie Fixe à 897,602 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSA convient de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 539,42 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

### **OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 539,42
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 569,17
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 628,42
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 687,68
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 727,18
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 786,44
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 924,70
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 003,71

### **TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 924,70
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 003,71
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 596,27
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 188,82
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 899,89

### **CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	31 155,19
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	38 265,87
<b>NIVEAU VI</b>		760	46 798,69
<b>NIVEAU VII</b>		1120	63 864,33
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	80 455,93

## **II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

### **II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2020, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) :

69,05 €

- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile  
(7 jours) : 125,64 €

Cette dernière valeur sera majorée de 16,73 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2020, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 9,30 €
- Panier de nuit : 6,70 €

### **III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 11 février 2020**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFDT, CFTC, CGT-FO, UNSA**  
**EXTENSION : Arrêté du 6 novembre 2020**

**ANNEE 2019**

**AVENANT N°32  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
POUR 2019**

Au terme des réunions de négociations, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte, de repas et l'ouverture des négociations relatives aux classifications (article L2241-1 du code du travail).

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalable à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 32 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte et de repas, applicable à compter du 1er avril 2019, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> Mars 2019**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,892 euros et la Partie Fixe à 884,337 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSA convient de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 521,22 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 521,22
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 545,98
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 604,36
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 662,74
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 701,66
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 760,04
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 896,26
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 974,10

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 896,26
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 974,10
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 557,90
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 141,70
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 842,26

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	30 694,76
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	37 700,36
<b>NIVEAU VI</b>		760	46 107,08
<b>NIVEAU VII</b>		1120	62 920,52
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	79 266,92

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

**II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 69,05 €

- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile  
(7 jours) : 125,64 €

Cette dernière valeur sera majorée de 16,73 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 9,20 €
- Panier de nuit : 6,09 €

### **III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

**SIGNATURE LE 20 mars 2019**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFTD, CGT-FO, UNSA**  
**EXTENSION : Arrêté du 30 octobre 2019**

**ANNEE 2018**

**AVENANT N°30**  
**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES**  
**INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS**  
**A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2018**

Au terme des réunions de négociations, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte, de repas et à l'ouverture des négociations relatives à la classification (article L.2241-1 du code du travail).

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2018**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,823 € et la Partie Fixe à 868,70 €. Toutefois, à titre dérogatoire, les parties conviennent de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67 heures) à la valeur fixe de 1 498,47 euros bruts.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 498,47
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 518,57
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 575,91
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 633,26
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 671,48
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 728,83
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 862,62
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 939,08

### **TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 862,62
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 939,08
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 512,50
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 085,91
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 774,01

### **CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	30 149,94
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	37 030,95
<b>NIVEAU VI</b>		760	45 288,15
<b>NIVEAU VII</b>		1120	61 802,56
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	77 858,24

## **II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

### **II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2018, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 62,77 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 114,22 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15,21 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2018, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 9 €
- Panier de nuit : 5,54 €

### **III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 19 mars 2018**

**SIGNATAIRES : FNSA, CFDT, CFTC, CGT, CGT-FO, UNSA**

**EXTENSION : Arrêté du 20 décembre 2018**

**ANNEE 2017**

**AVENANT N°29**  
**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES**  
**INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS**  
**A COMPTEUR DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2017**

Au terme des réunions de négociations, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels, des indemnités d'astreinte, de repas et des indemnités allouées aux mandataires syndicaux.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTEUR DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2017**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,77 € et la Partie Fixe à 856,74 €. Toutefois, à titre dérogatoire, les parties conviennent de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67 heures) à la valeur fixe de 1 480,27 euros bruts.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 480,27
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 497,64
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 554,19
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 610,74
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 648,44
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 704,99
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 836,94
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 912,34

### **TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 836,94
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 912,34
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 477,84
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 043,34
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 721,94

### **CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	29 734,08
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	36 520,08
<b>NIVEAU VI</b>		760	44 663,28
<b>NIVEAU VII</b>		1120	60 949,68
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	76 783,68

## **II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

### **II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2017, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 61,91 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 112,64 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2017, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,86 €
- Panier de nuit : 5,46 €

### **III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**SIGNATURE LE 24 mars 2017**

**SIGNATAIRES : FNSA, CFDT, CFTC, CGT, CGC, CGT-FO, UNSA**

**EXTENSION : arrêté du 3 août 2017**

**ANNEE 2016****RECOMMANDATION PATRONALE****RELATIVE A LA REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS,  
DES INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2016**

Après plusieurs réunions de négociations dans le cadre de la convention collective citée en référence et malgré la dernière proposition faite par la FNSA, il n'y a pas eu d'accord avec les organisations syndicales, ne permettant donc pas de signer un nouvel accord de salaires.

Pour autant, la FNSA a entériné le principe d'une recommandation patronale obligatoire pour l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention collective de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle.

C'est pourquoi, elle entend donner force obligatoire aux nouvelles grilles de salaires et aux nouveaux montants des indemnités d'astreinte et de repas ci-dessous, étant précisé qu'ils sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2016**

La FNSA décide de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,74 euros et la Partie Fixe à 848,26 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSA convient de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 466,62 €uros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 466,62
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 484,06
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 540,16
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 596,26
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 633,66
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 689,76
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 820,66
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 895,46

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 820,66
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 895,46
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 456,46
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 017,46
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 690,66

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	29 477,52
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	36 209,52
<b>NIVEAU VI</b>		760	44 287,92
<b>NIVEAU VII</b>		1120	60 444,72
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	76 152,72

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, les indemnités d'astreinte visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit:

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 61,29 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 111,52 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,69 €
- Panier de nuit : 5,35 €

### **III FORMALITES DECLARATIVES**

*La présente recommandation patronale fera l'objet d'une demande de dépôt auprès des services du Ministère du travail ainsi que du secrétariat du conseil des Prud'hommes de Paris.*

**SIGNATURE : le 1<sup>er</sup> avril 2016 par la FNSA**

**ANNEE 2015**

**ABSENCE D'ACCORD**

**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2015**

**ANNEE 2014****AVENANT N°27  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2014**

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n°2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2014**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,724 € et la Partie Fixe à 844,04 €. Toutefois, à titre dérogatoire, les parties conviennent de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67 heures) à la valeur fixe de 1 445,38 euros bruts.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 445,38
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 477,12
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 532,98
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 588,84
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 626,08
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 681,94
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 812,28
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 886,76

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 812,28
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 886,76
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 445,36
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 003,96
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 674,28

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	29 344,32
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	36 047,52
<b>NIVEAU VI</b>		760	44 091,36
<b>NIVEAU VII</b>		1120	60 179,04
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	75 819,84

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 61,05 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 111,08 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,66 €
- Panier de nuit : 5,33 €

**III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord fera l'objet d'une demande de dépôt ainsi que d'une demande d'extension conformément aux règles en vigueur.

**SIGNATURE LE 15 avril 2014**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CFE-CGC, CGT, UNSA**

**ANNEE 2013****AVENANT N°26  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2013**

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n°2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2013**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,68 € et la Partie Fixe à 834,03 €. Toutefois, à titre dérogatoire, les parties conviennent de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67 heures) à la valeur fixe de 1 430,22 euros bruts.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 430,22
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 459,33
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 514,50
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 569,68
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 606,46
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 661,63
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 790,37
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 863,94

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 790,37
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 863,94
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 415,67
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	2 967,41
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 629,49

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	28 988,06
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	35 608,90
<b>NIVEAU VI</b>		760	43 553,90
<b>NIVEAU VII</b>		1120	59 443,90
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	74 892,52

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 60,33 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 109,76 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,56 €
- Panier de nuit : 5,27 €

**III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord fera l'objet d'une demande de dépôt ainsi que d'une demande d'extension conformément aux règles en vigueur.

**SIGNATURE LE 18 MARS 2013**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CGT, CGT-FO.**

**ANNEE 2012**

**AVENANT N°24  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2012**

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n°2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2012**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,620 € et la Partie Fixe à 819,281 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 398,53
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 434,73
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 489,04
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 543,34
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 579,55
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 633,85
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 760,56
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 832,97

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 760,56
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 832,97
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 376,02
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	2 919,06
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 570,72

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	28 512,21
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	35 028,78
<b>NIVEAU VI</b>		760	42 848,66
<b>NIVEAU VII</b>		1120	58 488,43
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	73 693,75

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 59,21 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 107,71 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,40 €
- Panier de nuit : 5,17 €

**III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord fera l'objet d'une demande de dépôt ainsi que d'une demande d'extension conformément aux règles en vigueur.

**SIGNATURE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2012**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CFDT, CGT.**

**ANNEE 2011****AVENANT N°23  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2011**

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n°2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2011**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,556 € et la Partie Fixe à 799,299 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 368,31
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	1 403,87
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	1 457,21
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	1 510,56
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	1 546,12
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	1 599,47
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 723,94
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 795,06

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1 723,94
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1 795,06
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 328,51
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	2 861,95
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 502,09

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima Annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	27 942,09
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	34 343,43
<b>NIVEAU VI</b>		760	42 025,04
<b>NIVEAU VII</b>		1120	57 388,25
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	72 324,71

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 57,76 €
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 105,08 €

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,25 €
- Panier de nuit : 5,08 €

**II-3 Indemnités allouées aux mandataires syndicaux**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, les indemnités de remboursement de frais et d'hébergement des mandataires syndicaux visées à l'article 2.5-4-4°, sont fixées comme suit :

- Lorsque la réunion paritaire est précédée, la veille, d'une réunion préparatoire syndicale : 99,35 €
- Lorsqu'elle n'est pas précédée, la veille, d'une réunion préparatoire : 23 €

**III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord fera l'objet d'une demande de dépôt ainsi que d'une demande d'extension conformément aux règles en vigueur.

**SIGNATURE LE 14 mars 2011**

**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CFTD, CGT, CGT-FO**

**ANNEE 2010****AVENANT N°19  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE REPAS  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2010**

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n°2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

**I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2010**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,48999 € et la Partie Fixe à 783,626 €. Toutefois, à titre dérogatoire, les parties conviennent de porter le salaire minimum du coefficient 160 (pour 151,67 heures) à la valeur fixe de 1 343,77 euros bruts.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS – EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 343,77
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	1 376,93
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	1 429,27
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	1 481,62
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	1 516,52
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	1 568,87
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1 691,02
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1 760,82

**TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1 691,02
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1 760,82
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2 284,32
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2 807,82
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 436,02

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	27 411,88
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	33 693,87
<b>NIVEAU VI</b>		760	41 232,25
<b>NIVEAU VII</b>		1120	56 309,02
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	70 966,99

**II INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS****II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2010, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 56,63 euros
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 103,02 euros

Cette dernière valeur sera majorée de 15 euros bruts si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2010, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 8,07 euros
- Panier de nuit : 4,97 euros

**III DEPOT ET EXTENSION**

Le présent accord fera l'objet d'une demande de dépôt ainsi que d'une demande d'extension conformément aux règles en vigueur.

**SIGNATURE LE 25 mars 2010**

**SIGNATAIRES :**

**FNSA  
CFTC  
CFDT  
CGT  
CGT-FO**

**ANNEE 2009**

**AVENANT N°16**  
**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS, DES**  
**INDEMNITES D'ASTREINTE, DE REPAS ET MODIFICATION DU COEFFICIENT**  
**150 EN COEFFICIENT 160**  
**A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2009**

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi du n°2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives. Elles décident par ailleurs de modifier le coefficient 150 en coefficient 160.

**I MODIFICATION DU COEFFICIENT 150 EN COEFFICIENT 160 A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2009**

Les parties décident de modifier le coefficient 150 prévu aux annexes I et II de la convention collective nationale de l'assainissement et de la maintenance industrielle en coefficient 160.

**II SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2009**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,438 € et la Partie Fixe à 772,045 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS - EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>	<b>Valeur horaire correspondante</b>
<b>NIVEAU I</b>		160	1 322,19	8,72
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	1 356,58	8,94
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	1 408,15	9,28
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	1 459,73	9,62
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	1 494,11	9,85
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	1 545,69	10,19
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1 666,03	10,98
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1 734,80	11,44

### **TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1 666,03
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1 734,80
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2 250,56
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2 766,33
<b>NIVEAU VI</b>		760	3 385,24

### **CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	27 006,78
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	33 195,93
<b>NIVEAU VI</b>		760	40 622,91
<b>NIVEAU VII</b>		1120	55 476,87
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	69 918,22

### **III INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

#### **III-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2009, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 55,80 euros
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 101,50 euros

#### **III-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2009, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 7,95 euros
- Panier de nuit : 4,90 euros

**SIGNATURE LE 13 mars 2009**

**SIGNATAIRES :**

**FNSA**

**CFTC**

**CFE-CGC**

**CGT**

**CGT-FO**

**ANNEE 2008**

**AVENANT N° 14**  
**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS,**  
**DES INDEMNITES D'ASTREINTE ET DES INDEMNITES DE REPAS**  
**A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2008**  
**REEVALUATION DES INDEMNITES ALLOUEES AUX MANDATAIRES SYNDICAUX**  
**A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2008**

**I. SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2008**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 3,3644 € et la Partie Fixe à 752,481 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS - EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Valeur horaire</b>
<b>NIVEAU I</b>		150	8,29
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	8,73
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	9,07
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	9,40
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	9,62
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	9,95
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	10,73
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	11,17

**AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1627,23
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1694,51
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2199,17
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2703,83
<b>NIVEAU VI</b>		760	3309,43

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	26 390
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	32 446
<b>NIVEAU VI</b>		760	39 713
<b>NIVEAU VII</b>		1120	54 247
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	68 378

**II. INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

**II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2008, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 54,71 euros
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 99,50 euros

**II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2008, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 7,79 euros
- Panier de nuit : 4,81 euros

**III. INDEMNITES ALLOUEES AUX MANDATAIRES SYNDICAUX**

A compter du 1<sup>er</sup> Avril 2008, les indemnités de remboursement de frais et d'hébergement des mandataires syndicaux visées à l'article 2.5-4-4°, sont fixées comme suit :

- Lorsque la réunion paritaire est précédée, la veille, d'une réunion préparatoire syndicale : .....97,40 euros
- Lorsqu'elle n'est pas précédée, la veille, d'une réunion préparatoire : .....22,55 euros

**SIGNATURE LE 31 MARS 2008**

**SIGNATAIRES :**

**FNSA  
CFTC  
CGC  
CGT  
CGT-FO**

**ANNEE 2006 - 2007**

**AVENANT N° 10**  
**REEVALUATION DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS 2006 ET 2007**  
**REEVALUATION DES INDEMNITES D'ASTREINTE ET DES INDEMNITES DE REPAS**  
**A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2007**  
**REEVALUATION DES INDEMNITES ALLOUEES AUX MANDATAIRES SYNDICAUX**  
**A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2007**

**II. SALAIRES MINIMA 2006 – 2007**

**PREAMBULE**

Les parties signataires tiennent à rappeler la définition du Niveau I (Coefficient 150), lequel, aux termes de la convention collective, ne correspond pas à une qualification propre de la profession et ne nécessite ni formation, ni spécialisation professionnelle préalable à l'embauche.

Ils rappellent également que dès lors qu'une spécialisation professionnelle est acquise, les emplois sont classés dans la hiérarchie au niveau et à l'échelon correspondant.

Les parties rappellent enfin leur souhait de définir le coefficient 170 comme le premier coefficient professionnel.

**Ceci étant rappelé, il a été convenu ce qui suit :**

**I-1 Salaires minima à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006**

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006 et pour une durée de travail mensuelle de 154,16 heures (soit 35,57 heures par semaine), les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS - EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Valeur horaire</b>
<b>NIVEAU I</b>		150	7,85
<b>NIVEAU II</b>	1 <sup>er</sup> échelon	170	8,27
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	8,59
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	200	8,90
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	9,11
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	9,43
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	10,17
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	10,59

**AGENTS DE MAÎTRISE**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minimaux mensuels (154,16 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	1567, 05
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1631, 97
<b>NIVEAU V</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2118, 87
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	2605, 77
<b>NIVEAU VI</b>		760	3190, 05

**CADRES**

		Coefficient	Salaires minimaux annuels (154,16 h/m)
NIVEAU V	1 <sup>er</sup> échelon	430	25 426
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	31 269
NIVEAU VI		760	38 281
NIVEAU VII		1120	52 303
NIVEAU VIII		1470	65 936

**I-2 Salaires minima à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et pour une durée mensuelle de travail de 151,67 heures (soit 35 heures semaine), les parties décident de porter :

- La valeur du point à : ..... **3,2823 euros**
- La valeur de la partie fixe à : ..... **734,1280 euros**

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

**OUVRIERS - EMPLOYES**

		Coefficient	Valeur horaire
NIVEAU I		150	8,09
NIVEAU II	1 <sup>er</sup> échelon	170	8,52
	2 <sup>ème</sup> échelon	185	8,84
NIVEAU III	1 <sup>er</sup> échelon	200	9,17
	2 <sup>ème</sup> échelon	210	9,38
	3 <sup>ème</sup> échelon	225	9,71
NIVEAU IV	1 <sup>er</sup> échelon	260	10,47
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	10,90

**AGENTS DE MAÎTRISE**

		Coefficient	Salaires minima mensuels (151,67 h/m)
NIVEAU IV	1 <sup>er</sup> échelon	260	1587,53
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	1653,17
NIVEAU V	1 <sup>er</sup> échelon	430	2145,52
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	2637,86
NIVEAU VI		760	3228,68

**CADRES**

		Coefficient	Salaires minima annuels (151,67 h/m)
NIVEAU V	1 <sup>er</sup> échelon	430	25746
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	31654
NIVEAU VI		760	38744
NIVEAU VII		1120	52924
NIVEAU VIII		1470	66709

### **III. INDEMNITES D'ASTREINTE ET INDEMNITES DE REPAS**

#### **II-1 Indemnités d'astreinte**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les indemnités d'astreintes visées à l'article 5.7 §B des clauses générales sont fixées comme suit :

- Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 53,38 euros
- Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 97,07 euros

#### **II-2 Indemnités de repas**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'Annexe III sont fixées comme suit :

- Indemnité repas : 7,60 euros
- Panier de nuit : 4,69 euros

### **IV. INDEMNITES ALLOUEES AUX MANDATAIRES SYNDICAUX**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les indemnités de remboursement de frais et d'hébergement des mandataires syndicaux visées à l'article 2.5-4-4°, sont fixées comme suit :

- Lorsque la réunion paritaire est précédée, la veille, d'une réunion préparatoire syndicale : .....95 euros
- Lorsqu'elle n'est pas précédée, la veille, d'une réunion préparatoire : .....22 euros

**SIGNATURE LE 13 NOVEMBRE 2006**

**SIGNATAIRES :**  
**FNSA**  
**CFTC**  
**CFE-CGC**



**ANNEE 2006**

**AVENANT N°7  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS 2006 ET 2007  
REEVALUATION DES INDEMNITES D'ASTREINTE ET DES INDEMNITES DE  
REPAS A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2006**

**A – SALAIRES MINIMAUX 2006 - 2007**

Les parties signataires décident, de fixer ainsi qu'il suit les salaires minima

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour une durée du travail hebdomadaire de 36h30 (soit 158,17 h/mois)
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, pour une durée du travail hebdomadaire de 35h (soit 151,67h/mois)

La Valeur du Point est fixée à 3,2460 € et la Partie Fixe à 723,092 €.

**A – 1 / à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006**

**OUVRIERS ET EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Valeur horaire</b>
<b>NIVEAU I</b>		150	7,65
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	8,06
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	8,37
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	8,68
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	8,88
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	9,19
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	9,91
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	10,32

**AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minimaux mensuels (158,17 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1567,05
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1631,97
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2118,87
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2605,77
<b>NIVEAU VI</b>		760	3190,05

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minimaux annuels (158,17 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	25 426
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	31 269
<b>NIVEAU VI</b>		760	38 281
<b>NIVEAU VII</b>		1120	52 303
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	65 936

**A – 2 / à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007**

**OUVRIERS ET EMPLOYES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Valeur horaire</b>
<b>NIVEAU I</b>		150	7,98
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	8,41
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	8,73
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	9,05
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	9,26
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	9,58
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	10,33
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	10,76

**AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minimaux mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1567,05
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1631,97
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2118,87
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2605,77
<b>NIVEAU VI</b>		760	3190,05

**CADRES**

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minimaux annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	25 426
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	31 269
<b>NIVEAU VI</b>		760	38 281
<b>NIVEAU VII</b>		1120	52 303
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	65 936

**B – INDEMNITES D'ASTREINTE**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, les montants des indemnités d'astreinte prévues à l'article 5-7 § B des clauses générales, sont les suivantes :

Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi-dimanche) : 52,33 €

Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 95, 17 €

**C – INDEMNITES DE REPAS**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, le montant des indemnités prévues à l'annexe III article 4 sont les suivants :

A – Indemnités de repas : 7, 45 €/jour

B – Panier de nuit : 4, 60 €/nuit

**SIGNATURE LE 9 DECEMBRE 2005**

**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CFE-CGC, CGT**

**ANNEE 2005**

**AVENANT N°6  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS, DES  
INDEMNITES D'ASTREINTE ET DES INDEMNITES DE REPAS A COMPTER  
DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2005**

**A - SALAIRES MINIMAUX**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, la Valeur du Point à 3,2460 € et la Partie Fixe à 723,092 € et conviennent de se revoir en septembre 2005.

**OUVRIERS ET EMPLOYES**

		Coefficient	Valeur horaire
<b>NIVEAU I</b>		150	7,16
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	7,54
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	7,83
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	8,12
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	8,31
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	8,60
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	9,27
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	9,66

**AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS**

		Coefficient	Salaires minimaux mensuels (169h/m)
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1567,05
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1631,97
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2118,87
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2605,77
<b>NIVEAU VI</b>		760	3190,05

**CADRES**

		Coefficient	Salaires minimaux annuels (169h/m)
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	25 426
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	31 269
<b>NIVEAU VI</b>		760	38 281
<b>NIVEAU VII</b>		1120	52 303
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	65 936

## **B - INDEMNITES D'ASTREINTE**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les montants des indemnités d'astreinte prévues à l'article 5-7 § B des clauses générales, sont les suivantes :

Pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi-dimanche) : 51,30 €

Pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 93,30 €

## **C - INDEMNITES DE REPAS**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les montants des indemnités prévues à l'annexe III article 4 sont les suivants :

A - Indemnités de repas : 7,30 €/jour

B - Panier de nuit : 4,50 €/nuit

**SIGNATURE LE 13 JANVIER 2005**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CFE-CGC, CGT**

**ANNEE 2004****AVENANT N°2  
REEVALUATION DES SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS (Annexe II -  
A) A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2004**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1er janvier 2004, la Valeur du Point à 3,213861€ et la Partie Fixe à 698,6396 €.

**OUVRIERS ET EMPLOYES**

		Coefficient	Valeur horaire
<b>NIVEAU I</b>		150	6,99
<b>NIVEAU II</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	170	7,37
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	185	7,65
<b>NIVEAU III</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	200	7,94
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	210	8,13
	<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	225	8,41
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	9,08
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	9,46

**AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS**

		Coefficient	Salaires minimaux mensuels (169h/m)
<b>NIVEAU IV</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	260	1534,24
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	280	1598,52
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	2080,60
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	2562,68
<b>NIVEAU VI</b>		760	3141,17

**CADRES**

		Coefficient	Salaires minimaux annuels (169h/m)
<b>NIVEAU V</b>	<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	430	24 967
	<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	580	30 752
<b>NIVEAU VI</b>		760	37 694
<b>NIVEAU VII</b>		1120	51 578
<b>NIVEAU VIII</b>		1470	65 076

**SIGNATURE LE 7 JANVIER 2004**  
**SIGNATAIRES : FNSA, CFTC, CFE-CGC, CGT**